



Section de la Haute-Garonne

DECLARATION LIMINAIRE A LA CAPL1 DU 28 JUIN 2016

Monsieur le Président,

Cette CAPL se tient alors que nos camarades opposés à la loi portée par Mme EL KHOMRI manifestent actuellement. Notre présence aujourd'hui ne signifie donc pas que celles ou ceux qui ne manifestent pas sont favorables à ce texte. **FO-DGFIP** s'est clairement positionné avec ses fédérations et sa confédération contre la remise en cause des droits des salariés et fonctionnaires de ce pays : contre la remise en cause du droit des travailleurs par l'inversion de la hiérarchie des normes, contre le compte personnel d'activité présenté comme une avancée alors qu'il prépare la mobilité forcée des fonctionnaires rendue possible par le décret de 2010, certes inutilisé mais toujours existant, contre les remises en cause du temps de travail, contre les reculs sans précédent des droits des salariés à se faire représenter et défendre et également contre le refus par le gouvernement de prendre en compte l'avis de la majorité des organisations syndicales, certaines ayant même, totalement ou partiellement, rejoint les rangs des organisations qui se battent depuis le début.

La seule réponse du gouvernement est la manipulation. Le Premier Ministre lui-même reproche le manque de dialogue alors que nos organisations tentent depuis le début de rencontrer les ministres en charge du dossier. Il reproche également aux organisations syndicales les violences et dégradations telles que celles qu'a subi l'Hôpital Necker avant de modérer ses propos sans pour autant s'en excuser : comment des manifestants appartenant à nos organisations pouvaient-ils physiquement franchir les barrages de police à deux reprises pour revenir dans le cortège après avoir dégradé un bâtiment public situé à plus de 300 mètres ?

Pour **FO-DGFIP**, la seule réponse possible est le retour au dialogue social et à la prise en compte de la position de la totalité des organisations représentant les personnels et non de quelques-unes triées sur le volet.

Concernant la CAPL de ce jour, nous constatons en tant que représentants des personnels, que l'insatisfaction générale traduit au-delà d'une demande de reconnaissance du travail effectué, un mal être et un malaise grandissant des agents. Malaise qui est en train de s'amplifier alors que se dessine les retombées du protocole PPCR pour les IDiv et les IFip avec des perspectives de carrière qui sont en train de s'envoler en fumée. Cela s'ajoute à l'avancement à l'ancienneté qui deviendrait la norme pour une majorité d'agents assorti de la « possibilité d'introduire un dispositif de prise en compte de la valeur professionnelle pour l'avancement d'échelon » de manière très limitée. Il s'agit en fait, d'une véritable escroquerie.

Tout cela confirme encore que **Force Ouvrière** a eu raison de ne pas signer le protocole PPCR.

Nous combattons et condamnons ces orientations et **FO-DGFIP** rappelle son opposition au décret Fonction Publique du 28 juillet 2010 instituant la suppression de la note chiffrée et son remplacement par un entretien professionnel.

FO-DGFIP revendique un nouveau système de notation basé uniquement sur la valeur professionnelle de l'agent, avec le maintien d'une note chiffrée pour que chacun puisse se situer, mais sans contingentement des réductions d'ancienneté.